

Gilles Gagné, sociologue
Université Laval

(1978)

“ L’État commercial ouvert ”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

par Gilles Gagné

“ L'État commercial ouvert. ” (1985).

Une édition électronique réalisée à partir de l'article du professeur Gilles Gagné, professeur de sociologie à l'Université Laval, “ L'État commercial ouvert. ” (1985). Un article publié dans la revue Conjonctures et politique. Revue québécoise d'analyse et de débat, no 6 (La politique en excursion), printemps 1985, Études et documents. (pp. 51 à 81). Montréal : Les Éditions Saint-Martin. [Autorisation accordée lundi, le 4 juin 2003]

Professeur de sociologie à l'Université Laval.

Gilles.Gagne@soc.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 5 juillet 2003 à Chicoutimi, Québec.



Table des matières

[Introduction](#)

[L'État libéral](#)
[L'État providence](#)
[L'État keynésien](#)
[L'État commercial ouvert](#)

[Annexe](#)

[Tableau I](#) : $[(\text{export} + \text{import}) / 2] / \text{PNB}$ et variations en %, par pays, par période

[Tableau II](#) : Croissance annuelle moyenne du rapport $[(E + I) / 2] / \text{PNB}$ pour l'ensemble des pays de l'OCDE

“ L’État commercial ouvert ”

Introduction.

[Retour à la table des matières](#)

Trois quantités signalent, dans la comptabilité nationale des pays développés, les transformations économiques et politiques qui forment la substance de ce que l'on a appelé après coup les trente glorieuses : la croissance régulière de la production par habitant, la croissance régulière de la part du revenu national affectée aux dépenses de l'état et la croissance régulière de la part de la production nationale absorbée par le commerce international ¹. Au plan des phénomènes, la version contemporaine de la « société d'abondance » semble ainsi tenir dans l'actualisation définitive et complète de l'optimisme smithien : tant pour cent de tout de plus par année, ce tout incluant, comme disent ceux pour qui l'existence même d'une totalité est une anomalie, quelques « effets pervers » : les arrêts cardiaques, les chômeurs, les tonnes de pollution, les ogives nucléaires, la faim et les morts à la guerre en temps de paix ont suivi, comme on le sait, la tendance générale de la période. Libérez les quantités !

Je voudrais dans ce qui suit faire qualité de ces quantités et comprendre la situation générale des sociétés capitalistes avancées dans la perspective de la dynamique de l'État depuis une centaine d'années. Après avoir posé le *night watchman state* comme situation initiale, je proposerai une périodisation des pratiques qui ont transformé l'État en direction de son rôle présent. Les trois phases de cette transformation (l'État providence, l'État keynésien et l'État commercial ouvert) seront présentées dans leurs articulations essentielles les

¹ Pour la part de l'État et celle du commerce international, voir respectivement Warren G. Nutter, *Growth of Government in the West*, Washington, 1978, et l'annexe 1 du présent texte.

unes aux autres de manière à faire ressortir en quoi chacune doit être comprise comme le dépassement des contradictions spécifiques de la situation antérieure en même temps que comme la « réinterprétation » de la logique antérieure de l'interventionnisme d'État. L'essai vise donc à récapituler de la manière la plus conventionnelle possible la réflexion contemporaine sur l'État moderne, sur son développement au XXe siècle et sur sa nature.

L'État libéral

[Retour à la table des matières](#)

Depuis la renaissance urbaine du Moyen Âge, les maximes du commerce (laissez-passer/protégez) et de l'industrie (laissez-faire/réglementez) ont rendu aux pouvoirs politiques l'hommage constant de les prendre pour interlocuteurs sans jamais perdre la faculté d'inciter les particuliers à leur faire obstacle. Étonnante autonomie de pratiques qui ne sont rien sans « règles du jeu » et qui pourtant jouent toujours à échapper aux règles ; ainsi, à mesure que les métiers s'affranchissaient de la protection féodale, les royaumes devaient s'ouvrir au commerce pour en attirer les produits et pour profiter du flux d'argent qui les portait, et cela même si la valeur des biens qui jouaient sur les frontières s'accumulait dans les villes dont ils venaient. Lorsqu'ensuite les royaumes voulurent détourner les profits de ce commerce extérieur (qui leur échappait) en direction des « finances », ils furent obligés, pour intégrer les villes au domaine national sans tarir la source de leur richesse, d'encourager à l'intérieur du pays la production de marchandises. Ainsi se mettait en place le « système » par excellence de l'ambiguïté quant aux finalités, le système mercantiliste : parce qu'on comprenait maintenant que la richesse de la nation sert la puissance du royaume, on mettait dans les faits l'État au service de la richesse mobilière. Cet échange de bons procédés où les quatre termes de l'inéquation se multipliaient réciproquement dura jusqu'à ce que l'accumulation du capital devienne finalement le critère de tous les développements cumulatifs et que l'on découvre, à l'aube de la *Pax Britanica*, qu'il y avait en fait trop de protections étatiques pour le goût de l'industrie, trop de monde pour le goût du fonds du travail et trop de soldats pour le goût du commerce international.

À l'ambiguïté du système mercantiliste succèdent alors les paradoxes du libéralisme triomphant : voilà une politique qui a été espérée, chantée et accueillie pendant un siècle mais qui va se révéler à la pratique en des conséquences qui forcent à son abandon par d'autres moyens. Déjà en 1815 l'Angleterre marche à reculons vers son credo ; si la loi des avantages comparés lui dicte une politique dont la bourgeoisie industrielle entend bien ne pas être privée plus longtemps, elle est obligée, pour des raisons complémentaires,

d'introduire des variables stratégiques dans son équation et de « protéger » des partenaires auxquels le Navy et les capitaux nationaux ne peuvent déjà plus renoncer. L'exportation de capitaux fait progressivement de ce pays la plaque tournante du commerce mondial des matières brutes mais transforme du même coup les autres pays développés en clients récalcitrants qui s'inquiètent pour leurs débouchés. Si bien qu'avant la fin du siècle le libre échange aura été rompu par la concurrence impérialiste alors que le système du paiement au comptant aura découvert sa place à la botte de la politique du gros bâton.

Même paradoxe au plan national où le libéralisme avait d'abord été le slogan dans lequel se reconnaissait la bourgeoisie et le projet de société qui lui permettait de s'identifier à toutes les revendications populaires dirigées contre l'ancien régime ; contre les monopoles concédés par la monarchie à des élites locales en échange de leur subordination politique, contre les taxes arbitraires qui s'abattaient sur la production et la circulation des biens à l'intérieur même du royaume, contre les avantages et les exemptions octroyés à des corporations qui comprimaient, à l'abri de la concurrence et en toute liberté, les libertés gagnées de haute lutte par d'autres, contre le désordre réglementaire enfin, le mouvement libéral avait travaillé au renversement de la perspective jusqu'à ce que la somme des privilèges privés s'apparaisse à elle-même comme oppression de chacun. Son programme ? Faire sauter les restrictions politiques, abolir le désordre des artifices et laisser le fleuve du commerce regagner le lit de sa nature.

Or, que voyons-nous lorsque triomphe le libéralisme ? Si nous prenons l'Angleterre, par exemple, nous la voyons avec Polanyi se diriger vers l'idéal de l'État minimal jusque dans les années 1830-40 (abolition de la loi de Speenhamland et création d'un marché de travail) pour commencer à s'en éloigner dès le milieu du siècle par des « interventions » régulatrices auxquelles Spencer opposera une prose proprement apocalyptique. Pour ce qui est du Second Empire, de celui de Bismarck ou de l'Amérique d'après la guerre civile, l'abolition des dernières restrictions de l'ancien régime croise partout les premières interventions palliatives du nouveau. Au tournant du siècle on pouvait donc, à gauche et à droite, proclamer mort le libéralisme et se tourner, selon sa position dans le nouveau système, vers l'impérialisme à foyers multiples où mijotait la guerre totale ou vers le monstre étatique qui dévorait les conditions du progrès en se nourrissant de la liberté d'entreprise d'antan. L'objet de ces requiem avait donc eu une vie bien courte : dans la courbe de l'Histoire, le libéralisme apparaissait comme une sorte de point d'inflexion, comme *l'instant où ce qui tendait vers lui commençait à s'en éloigner*. Cet instant, faisons-nous en le concept de l'État libéral capitaliste mais continuons à prendre avec un grain de sel les qualificatifs que le *moindre État* anglais du milieu du XIXe siècle s'est attribué à lui-même.

Bien sûr qu'en termes de personnel ou de proportion du produit national absorbé par les dépenses publiques, il s'agissait, à l'aune des standards contemporains, d'un État très modeste². Mais de l'autre côté, en tant que gardien de la propriété, l'état veilleur de nuit étendait virtuellement son impérium jusque dans les moindres recoins de la vie économique en pré-codant d'une

² Par exemple, Jean Meyer établit les dépenses de l'État français (communes comprises) à 12 % du revenu national en 1913 : voir *Le poids de l'État*. Paris, P.U.F., 1983, p. 183.

manière abstraite l'ensemble des rapports sociaux sanctionnés par la puissance publique et en donnant aux personnes et aux choses la forme *a priori* qui seule les habilitait à la propriété et au contrat. Si on le conçoit depuis l'utopie qui l'a anticipé et donc du point de vue de la classe qui devait y trouver l'instrument de sa liberté, l'État rationnel, instrumental et fonctionnel réduisait la domination à cette pure et simple imposition des formes nécessaires au fonctionnement autonome de la société, devenue civile le jour où elle s'était reconstituée dans le droit de la propriété. Le pouvoir politique, tendanciellement purgé de toute marge de discrétion, ne conservait dans l'exécutif le souvenir de la prérogative royale qu'aux fins d'exprimer vers l'extérieur, en de promptes réactions, cette totalité souveraine formée d'associés qui, vers l'intérieur, ne demandaient rien d'autre à leurs institutions que la garantie négative mais universelle de la liberté de chacun face à celle des autres. Nous pouvons, pour cette raison, définir l'État libéral comme le moment formel du capitalisme concurrentiel³.

Dans cet arrangement, c'est évidemment ceux qui avaient déjà goûté des merveilles du marché qui pouvaient le plus vertueusement arriver à croire que la seule société conforme à la nature est celle où il n'existe pas d'autres obligations que celles que les individus consentent à se reconnaître les uns face aux autres ; eux seuls pouvaient se convaincre sur cette base qu'une fois en place les institutions qui les ramenaient tous ensemble à leur propriété, le jeu des contrats s'occuperait de tout et au mieux. Cette autorégulation du marché, cette Loi de l'offre et de la demande promettait d'ailleurs pour l'avenir une telle félicité qu'ils pouvaient penser que le rôle de l'État se limiterait à lever une fois pour toutes les embûches que plusieurs siècles d'imbécillité avaient placées sur la route de la Loi et qu'il n'aurait par la suite qu'à superviser le fonctionnement des tribunaux. D'autant plus qu'un projet de paix universelle complétait l'affaire. L'État de la bourgeoisie, c'était donc déjà l'État dépérissant : si l'on donne raison à Marx d'avoir vu dans le gouvernement le comité exécutif gérant les affaires communes de la bourgeoisie, il ne faut pas oublier que dans l'espérance propre à cette classe, *un jour* devait venir où il n'y aurait plus rien à gérer ; tout ayant été géré une fois pour toutes par les institutions de la propriété privée, c'est dans cette dernière que résidait l'unique affaire commune de la bourgeoisie, affaire dans laquelle même le citoyen commun se trouvait des intérêts.

Le jour du dépérissement de l'état n'a pas eu le temps d'arriver car bien avant que la propriété et le contrat se soient emparés de toute la vie sociale, les contradictions de la formule libérale ont fait se déplacer l'horizon : la reproduction « élargie » du mode de production capitaliste, c'est-à-dire l'extension effective des rapports marchands à toutes les sphères de la pratique sociale, eut le malheur de se dérouler dans le temps, et cela à une époque où il y avait beaucoup trop de cycles, de crises, de misère et de « destruction créatrice » pour que le prolétariat veuille bien attendre la fin de cette tranche d'histoire pour la juger à son résultat. Ce qui subsistait à la marge du marché en expansion, c'était le milieu de vie de ses protagonistes et c'est vers ce milieu qu'étaient refoulés les effets négatifs du développement capitaliste : quand il y avait trop de bras ou que le « fonds du travail » était trop petit, quand les

³ Michel Miaille dit d'une manière exacte mais trop générale : « Ainsi l'État n'est pas une institution dans la société ; il est la forme de la société capitaliste. » *L'État de droit*, Paris, François Maspéro. 1978, p. 19.

vendeurs de travail étaient trop vieux ou trop faibles, quand le blé devenait rare et que les prix étaient « bons », c'est vers ce qu'il restait de leurs parents, de leurs curés, de leur village, de leur ferme et de leur jardin que se rabattaient les bras sans emploi et les bouches sans revenu et c'est là que s'épongeait, dans une sorte de féodalité résiduelle, le déséquilibre constitutif des bouleversements capitalistes.

Ce que l'on appelle aujourd'hui la « sphère marchande » (comme si la science venait de découvrir l'autre) ne s'est pas fait en un jour et même si c'est cette sphère que l'État étendait virtuellement à toute la pratique sociale en lui fournissant des formes et une « légalité » universelles, elle ne pouvait s'étendre *en fait* qu'en comprimant sa périphérie non marchande et ne pouvait comprimer cette dernière sans amincir du même mouvement le coussin communautaire où s'amortissaient les convulsions d'un interminable accouchement. De plus, la sphère domestique, les réseaux de parenté, les organisations religieuses, les institutions communales ou municipales orientées vers le secours direct, la philanthropie traditionnelle et les autres solidarités, organiques n'en déplaise à Durkheim, formaient ensemble aux entours du marché une sorte de colonie intérieure où se métabolisaient en dernière instance les matériaux de l'expansion capitaliste : de la même manière que le cycle de reproduction du capital absorbe la digestion de l'ouvrier en tant qu'elle est ce moment subordonné où le salaire redevient force de travail, le marché faisait de tous les rapports sociaux qui lui préparaient cette marchandise vivante l'équivalent d'une digestion. L'activité des femmes, du seul fait de se déployer totalement dans l'univers du don (de soi), de l'échange symbolique et de la réciprocité non marchande réussissait sans doute à faire du foyer de cette digestion le centre de l'existence mais ne pouvait empêcher qu'entre le mode de reproduction de l'Être social et le mode de reproduction du capital l'échange fût foncièrement inégal. Abstraction faite de l'efficacité propre à l'organisation industrielle du travail, ce qui s'accumulait dans la sphère marchande était nécessairement la totalité du « surplus » social (comme si l'accumulation primitive du capital se prolongeait par en-dessous jusqu'à l'épuisement des stocks périphériques) et lorsque la colonie intérieure recevait du marché sa ristourne, c'était invariablement sous la forme d'un supplément de problèmes sociaux compensé dans les statistiques par une élévation (quantitative) du « niveau » de la vie individuelle.

Un des défauts de la procédure, mentionnons-le en passant puisqu'on y est sensible aujourd'hui, c'était de pousser jusqu'au point de rupture la division sexuelle du travail social. Ce que la sociologie de la seconde moitié du XIXe siècle partageait entre la communauté et la société se partageait, *in realiter*, selon la ligne des sexes : d'un côté les hommes étaient citoyens-propriétaires et c'est valeur contre valeur qu'ils aliénaient « leur » travail sur le marché afin d'inscrire abstraitement leur activité dans les réseaux de la société ; mais c'est dans le monde des femmes que le salaire de leurs peines recevait son sens et c'est dans la communauté qu'elles entretenaient de leurs dons que se recyclaient concrètement les produits de l'abstraction marchande. L'affaire des femmes c'était de cultiver les rapports de toutes natures, d'obéir à la leur et de tisser entre les morts, les vifs et les a-venir de la communauté ce complexe de liens et de fidélités qui formaient ensemble, dirions-nous aujourd'hui, le filet de la sécurité sociale et l'infrastructure de l'identité. En retour, c'est seulement

dans la société des hommes que le « produit » de l'activité des femmes recevait la sanction 56

des faits et comme il était sans valeur parce qu'il n'avait pas de prix, c'est exclusivement en la personne de leurs hommes que résidait la créance des femmes sur les produits du marché et seulement à travers eux qu'elles étaient reconnues dans l'État. Le mariage « capitaliste » était ainsi un véritable contrat de socialité aux termes duquel les parties, définies en parallèle par deux modes différents de coordination et de reproduction de la pratique, n'accédaient à la vie sociale complète que par la médiation de la partie adverse. Chacun des ménages formait de cette manière un point de contact privilégié entre le marché et la société, une sorte de micro-comptoir colonial où le capitalisme s'approvisionnait en êtres sociaux et où revenaient s'échouer les morceaux d'épaves quand les ciseaux de l'offre et de la demande taillaient dans le vif. Si, en une pédagogie assez particulière, le marché dissolvait ce faisant le statut féodal des femmes au moyen de la « liberté » contractuelle des hommes, cela n'avait jamais pour les femmes d'autre signification que celle de leur refoulement progressif à la marge.

L'État providence

[Retour à la table des matières](#)

Nous pouvons appeler ce qui précède une dynamique d'érosion. Avec l'explosion de la grande industrie dans le dernier tiers du siècle et les réorganisations en tous sens que permettait la fusion de capitaux grâce à la libéralisation du schéma de la société par actions, c'est une nouvelle phase de la destruction créatrice qui s'enclenche aux engrenages de la liberté d'entreprise. Les tâches de ce qu'il reste de l'infrastructure communautaire s'accroissent alors au rythme de la rotation du capital ; et pendant que ce dernier circule vers les nouvelles branches d'industrie dès que craquent les anciennes, les masses achèvent de se masser dans les villes. Transposées dans la ceinture rouge du monde ouvrier, les sphères intimes, domestiques, communautaires ou autrement non marchandes voient dans le même mouvement s'amenuiser leur autonomie matérielle ; la révolution industrielle en effet, lancée jadis dans le coton puis dans le charbon et l'acier, trouve maintenant dans le gaz d'éclairage, dans le savon, dans le sucre blanc, dans la pommade miracle, dans le thé, dans le tabac, dans le prêt-à-porter et dans le « véhicule d'épargne », comme on dit aujourd'hui, l'occasion de se convertir à la chimie, à l'électricité, au transport et à la caisse d'épargne.

C'est dans ce cadre général qu'il faut comprendre le développement du Welfare State ; le nom, dit-on, lui vient d'un évêque qui opposait en 1941 le Welfare State britannique au Warfare State germanique. Cela revient à dire qu'il a été baptisé à son crépuscule car c'est dès le dernier tiers du XIXe siècle, comme chacun sait, qu'il est « inventé ». Il fut préparé par cette batterie d'interventions dans les affaires privées qui irritaient tant Spencer : les lois sur l'eau potable, sur l'hygiène publique et les épidémies, sur les obligations des communes envers les orphelins, sur le travail des enfants, sur le financement des écoles primaires, sur le plomb dans le poivre, sur la cendre dans le pain, sur le feu dans les bidonvilles ou sur les puits de secours dans les trous de mines. Ces prolégomènes, cependant, ne sont pas encore la chose elle-même car il faut attendre que ces interventions *ad hoc* se donnent une formule pour que la transformation du rôle de l'État procède d'un système. Lorsqu'enfin la formule des assurances sera explicitée, on croira pour un temps tenir une formule magique. L'Allemagne fournit ici l'idée générale : on repousse la social-démocratie dans l'illégalité d'une main et de l'autre on met en place des programmes d'assurance : assurance-accidents, assurance-maladie, assurance-retraite. Après examen des résultats, l'Angleterre, par la bouche de Churchill, fournit, en 1904, la recette : « il faut, dit-il, mettre la magie de la moyenne au service des masses ». Pendant la période qui va jusqu'à la première guerre mondiale, les douze pays qui montrent la voie se donnent en tout trente-cinq programmes d'assurance, témoignage éloquent du succès de la formule. Dans la plupart des cas, ces assurances sont basées sur les contributions des assurés et des employeurs selon des proportions variables ; les fonds sont gérés par des comités, paritaires ou non, sous charte de l'État ou directement sous sa responsabilité ; l'organisation en est universelle, par branche d'industrie ou par entreprise mais la participation est obligatoire pour ceux qui sont visés. Et ainsi de suite, les modalités variant dans tous les sens.

On décrit habituellement le développement du Welfare State comme un processus de diffusion, de généralisation et d'universalisation du schème des assurances ; et, de toute évidence, il y a de ça : les programmes d'assurance-chômage, par exemple, rares avant la guerre se généralisent dans les années 20 ; d'abord destinées aux ouvriers, les assurances sont progressivement étendues à tous les travailleurs salariés et de là à leurs dépendants ; la part de l'État, financée par la taxation générale ou par des taxes spéciales, apparaît ou s'accroît ; par la législation ou par la mise en place d'instruments bureaucratiques, son emprise sur la gestion des programmes et des fonds s'affirme ; finalement l'État reprend de la philanthropie privée ou religieuse la responsabilité collective envers les déviants et autres non contributeurs, les intègre aux assurances existantes ou crée des assurances spéciales pour les agriculteurs et les indépendants. Selon cette vue, l'État actuel serait sorti, sans solution de continuité et par consolidation, de la magie des assurances⁴. Remarquons simplement, à ce propos, que si les assurances ont fourni, dans la première moitié du XXe siècle un modèle et une légitimité à l'interventionnisme d'État, et que si le développement des assurances depuis lors n'a pas démenti la recette originale, celle-ci s'est trouvée prise en charge, comme on le sait, par des interventions de niveau supérieur et a été orientée à d'autres fins.

⁴ Voir P. Flora et A.J. Heidenheimer, éd., *The Development of the Welfare State in Europe and America*, New Brunswick, Transaction Books, 1981, en particulier l'article de Rokkan. Aussi, Pauline Greeg, *The Welfare State*, George G. Harrap, London, 1967.

Qu'il nous suffise ici de prendre acte de la formule des assurances dont la logique consiste, somme toute, à recycler dans le système capitaliste ses effets négatifs et à contribuer de ce fait à l'effritement du tampon extérieur où s'amortissait le choc de ses révolutions. À mesure que se déploie la magie de la moyenne et que le salaire est étendu pour couvrir tous les aspects de la vie sociale où le salaire fait défaut, le système du travail salarié se transforme en un système sans extérieur qui doit de plus en plus supporter ses propres « coûts sociaux ». Ce qu'il importe d'enregistrer à propos de cette *grande transformation* de l'État libéral capitaliste qu'amorce le recours systématique aux assurances, c'est que dorénavant la prise en charge par le capital de ses conditions sociales concrètes sera médiatisée par l'intervention de la puissance publique et que cela va impliquer le dépassement des fonctions antérieures de l'État et la formation d'un nouveau système mixte. Comme on le dit parfois en parlant du point de vue du capital, l'état va devoir alors accroître progressivement ses compétences et ses responsabilités dans le domaine de la reproduction de la force de travail parce qu'il reviendra au pouvoir politique de faire en sorte que le mode de production du profit soit aussi un mode de reproduction de la société. Nous pouvons donc pour cette raison dire de l'État providence qu'il est le moment substantiel du capitalisme d'oligopole. Installé sur la frontière du marchand et du non-marchand, il préside à l'érosion du non-marchand et à sa prise en charge, en tant que sphère de la consommation, par le salaire.

Remarquons en terminant que par un curieux paradoxe les défenseurs du Welfare State trouvaient leurs meilleurs arguments dans les théories économiques qui prétendaient justement réfuter la possibilité d'améliorer l'allocation marchande des ressources par des interventions. Entre Stuart Mill et Pareto, en effet, la justification du système marchand se concentre principalement sur l'efficacité globale, instantanée de ce système (plutôt que sur sa logique de développement) et ne recourt qu'accessoirement à des arguments en faveur de la liberté d'entreprise ou de la propriété privée conçues a priori comme valeur. Le marché, disait-on, réalise la meilleure allocation possible des ressources rares et de ce fait maximise la quantité totale des biens disponibles pour la société. Si on admettait que les biens en question et donc le bien-être sont distribués d'une manière très inégale entre les agents, on montrait aussi qu'en essayant de faire mieux par une distribution autoritaire, on ne pouvait pas savoir ce qu'on faisait : puisqu'au plan de la distribution on ne peut pas accroître le bien-être des uns sans décroître celui des autres, puisqu'on ne peut pas comparer le bien-être gagné par les uns au bien-être perdu par les autres (la satisfaction ne se mesure pas) et puisque ce qu'on enlève au riche diminue sa motivation à le produire, et, donc, diminue la production totale, on ne peut pas savoir si cette diminution de la quantité de biens produits est compensée par le gain de bien-être qu'entraîne le transfert. Le marché, qui maximise la quantité de biens qui sont eux-mêmes la condition du bien-être, est donc le meilleur système d'allocation possible : si on faisait mieux par des interventions on n'en saurait rien et il est possible de faire pire.

Or, c'est dans cette fourchette que la légitimation du Welfare State va s'installer : va pour le marché qui maximise la production mais corrigeons le système par des assurances patronnées par l'État et répartissons différemment les biens dévolus au « travail » afin d'accroître la quantité de bien-être que

recèle le salaire total. Respecter le marché, bref, c'était respecter le rapport capital/travail et contraindre le prolétariat à la prévoyance et à la générosité, c'était gérer mieux qu'eux leur salaire et accroître le bonheur social. Le tout s'appelait la magie de la moyenne.

Le malheur évidemment c'est que lorsqu'on s'essaie à enlever le pain de la bouche de ceux qui ont faim en leur disant : « gardez-le pour quand vous aurez faim », ils demandent plus que de la magie et exigent que la réserve soit constituée d'une autre manière. Le malheur aussi c'est que la faculté d'épargner est toujours plus grande là où elle est moins utile et que le « travail » n'est pas, au début du XXe siècle, le fait d'une masse uniforme de misérables ne demandant pas mieux que de mettre en commun, pour le stabiliser, le salaire de leur peine⁵. Le malheur surtout, c'est qu'une fois que l'on quitte le terrain de la dure nécessité naturelle ou celui du prix à payer pour la liberté et qu'on prétend légitimer une forme d'organisation sociale en termes de la quantité de bien-être qu'elle permet, on fourbit du même coup les armes de la critique.

L'État keynésien

[Retour à la table des matières](#)

L'intériorisation dans le système du capital des externalités négatives de sa reproduction le leste de ses coûts sociaux pendant que son élargissement à de nouvelles productions érode l'autonomie résiduelle de la sphère non marchande et tarit la source du produit de cette sphère qui est réalisée et qui est réalisable uniquement dans celle du capital. Le mouvement d'ensemble allonge le détour que fait la consommation globale par le système du marché et accroît la sensibilité générale de la société aux fluctuations endogènes de la production capitaliste. De plus, comme les sociétés par action, les fonds mutuels et les caisses d'épargne offrent maintenant à la petite épargne flottante l'occasion de toucher un pourcentage alors même que cette petite épargne se démocratise, la possibilité d'un déséquilibre entre les décisions d'épargner et les décisions d'investir introduit dans le système économique une nouvelle boucle de rétroaction, susceptible d'affecter elle-aussi le niveau général de la production. Au total, il pourra donc arriver que l'activité économique se stabilise en un point où le volume pouvant être produit selon les critères antérieurs de profitabilité n'absorbera plus la totalité, plus grande, des facteurs maintenant disponibles. Bref, et quoiqu'il en soit de la logique du constat keynésien, la situation nouvelle qu'il prend pour objet est assez simple : lorsque dans une situation donnée, les agents se trouvent en position d'accroître les créances qu'ils détiennent sur la production totale, la part de celle-ci qui

⁵ Sur l'aristocratie ouvrière Les Présupposés du socialisme d'Edward Bernstein (Paris, Anthropos, 1970) reste le témoignage le plus éloquent.

ne sera plus demandée par la consommation (ou l'investissement) ne sera plus produite, le revenu s'en trouvera réduit d'autant et le montant de l'épargne restera ce qu'il était, le revenu global aura diminué, le chômage aura augmenté et ceux qui détiennent le montant de l'épargne ne se seront enrichis que relativement à la pauvreté plus grande de la société. Il faut donc dorénavant intervenir pour maintenir le revenu global lorsque s'amorce un tel mouvement, concluait Keynes, en compensant le défaut de la demande effective.

Sans égard aux vertus propres de cette analyse et surtout de cette conclusion, ajoutons que cette dernière devenait inévitable dans une situation où la dépendance toujours plus grande de la consommation nationale par rapport au système marchand (que nous pourrions appeler : allongement du détour de consommation) diminuait la tolérance aux variations du revenu aussi vite que les assurances suppléaient à cette diminution : pour prendre un exemple limite, tout le monde comprend qu'une famille de cultivateurs dont un des membres travaille à chaque année quelques mois dans l'industrie de la construction pour payer le luxe est beaucoup moins sensible au cycle des affaires qu'une famille de prolétaires, aussi assurée soit-elle, qui dépend à chaque semaine de tout le salaire pour sa consommation vitale. Quand la situation d'ensemble tend vers ce second cas, les variations du revenu total se bouclent sur elles-mêmes en circuit fermé et, parce que la séparation de la consommation et de la production est alors achevée, c'est toute la vie sociale qui est suspendue à ces variations. L'État providence doit alors abandonner son rôle à la frontière du marchand et du non-marchand et prendre du service au niveau de la totalité sans extérieur que forme dorénavant le système politico-socio-économique, afin de maintenir, contre les cycles, le revenu « agrégé » dans le voisinage de sa norme.

La formule des politiques anti-cycliques tient dans un dé : elle dit qu'il faut, pour que tout aille au mieux, intervenir en relevant le revenu global dès qu'il fait mine de fléchir ; comme la plupart des recettes du bonheur, celle-ci ne saurait échouer tant qu'on a les moyens de l'appliquer. Dans le cas qui nous occupe, les moyens, comme on le sait, sont de trois ordres : au plan de sa politique monétaire, l'État doit essentiellement viser la stabilité de l'instrument monétaire en comprimant ou accroissant la masse au gré des cycles ; au plan de la politique budgétaire, il fera des surplus ou des déficits décalés par rapport au cycle de l'économie ; au plan de la politique fiscale, finalement, il adoptera un régime de taxation et un régime de dépenses susceptibles de maintenir à un niveau acceptable la demande effective en redistribuant du revenu. Au total il fera en sorte que la société puisse s'endetter sur elle-même quand cela est nécessaire pour soutenir la consommation, pour maximiser en conséquence la production et donc pour maintenir le revenu élevé. Ces moyens expérimentés en désordre sous Blum, sous Sachs, sous Roosevelt ou pendant la seconde guerre mondiale, seront finalement coordonnés autour de leur finalité dans les années d'après-guerre. « *The new approach to budgetary policy*, déclare alors Hugh Dalton dans ses *Principles of Public Finances* (4^e édition, p. 221), *owes more to Keynes than to any other man. Thus it is just that we should speak of the « Keynesian revolution ». [...] we may now free ourselves from the old and narrow conception of balancing the budget no matter over what period, and move towards the new and wider conception of balancing the whole economy ».*

Essentiellement, *no matter over what period* signifie que l'on redonne alors une marge d'élasticité au nouveau système mixte, marge qui ne joue plus sur la dualité structurelle de la production des conditions matérielles de la vie mais sur son fonctionnement dans le temps ; mais plutôt que d'espérer initier ceux qui ont faim à la prévoyance en les obligeant à faire des réserves, on fait en sorte que ceux qui disposent de telles réserves soient mis à contribution pour le financement de la demande présente, quitte à donner, notamment par l'emprunt public, une sanction étatique à leur titre sur des biens à venir.

Ce qu'il y a de remarquable dans cette gestion intertemporelle de l'économie comprise comme une totalité politique et sociale, c'est la réinterprétation rationnelle des politiques et des interventions de la phase précédente qu'elle rend possible : l'universalisation des programmes d'assurance, l'augmentation de la part de l'État, l'investissement à haute échelle dans les infrastructures, la production des services publics et toutes les autres méthodes pour développer la consommation collective apparaissent comme autant de moyens rationnellement mobilisables en direction de cette finalité qu'est la gestion du tout. Il est dès lors possible de surmonter la finalité propre des anciens programmes (la sécurité sociale supplétive et politiquement stabilisatrice) et de réorienter ceux-ci en fonction d'objectifs capables de fournir un critère permettant d'évaluer l'utilité et l'efficacité d'une manière systématique. On va donc tenter de coiffer l'efficacité allocative du marché d'une efficacité de degré supérieur en évaluant toute intervention de l'État à la lumière des effets produits sur le niveau de fonctionnement d'ensemble et, partant, sur la grandeur du revenu national. S'il faut transférer des revenus qui cherchent à s'investir vers les gens qui cherchent à consommer, s'il faut développer les infrastructures pour absorber des chômeurs, s'il faut produire des services pour favoriser des consommations dont le marché retarde la généralisation ou s'il faut favoriser au plan de la taxation des dépenses privées dont le multiplicateur est élevé, cela fait à la fin beaucoup de socialisme mais pas plus qu'il en faut pour sauver le capitalisme, comme avait dit Keynes.

C'est à ces développements que l'on pense habituellement lorsque l'on qualifie l'État moderne d'État social ; et il est vrai qu'à ce moment l'article 21 de la Constitution française de l'an 1 n'est pas loin d'être passée dans les faits après avoir disparu des textes : « les secours publics, y lit-on, sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler ». Si l'État keynésien, cependant, réalise la lettre de cette anticipation de l'État social, il ne peut logiquement en observer l'Esprit : d'abord, comme on l'a vu, parce que les secours publics y sont calibrés par une raison qui ne les concerne pas mais surtout parce que « la dette sacrée » de la société ne peut pas, étant prise en charge par l'État, être honorée comme une dette de celui-ci sans être progressivement transformée en une créance des « malheureux ». L'État keynésien travaille ainsi à préparer sa succession. L'État libéral, comme on le sait, n'agissait jamais que pour assurer le respect d'un droit, action généralement conçue comme délimitation négative du domaine d'une liberté « reconnue ». Or, en intervenant à la faveur des laissés pour compte du marché, par exemple, même sous couvert d'une rationalité macroéconomique, l'État keynésien n'honore pas tant la dette de la société qu'il ne « reconnaît » la créance de l'individu ; l'aptitude de la puissance

publique à agir en sa faveur se présente alors sous la forme d'un droit effectif à quelque chose, détenu par l'individu qui en jouit et fondé sur « sa » particularité. Dans la mesure où, en principe, rien ne doit être attendu de l'État autrement que dans le cadre d'un droit, la médiation étatique dans le domaine de la sécurité sociale et du bien-être crée donc, par implication positive, un droit à la sécurité sociale et à l'assistance. Le développement de cette nouvelle catégorie de titres à des ressources sanctionnées par l'État va progressivement attirer vers celui-ci toute demande socialement légitime mais économiquement non solvable. Cette transformation du droit en « droits » libère une nouvelle dynamique sociétale, de développement de l'appareil d'État ⁶.

Notons finalement que dans ce nouvel arrangement, l'État devient en quelque sorte le moment structurel du capitalisme organisé : pilotant, en direction du plein emploi, les grands paramètres qui définissent un état donné de l'économie, l'État se trouve à programmer le contexte général au sein duquel forcent les forces du marché. À première vue, tout se joue encore sur les « décisions » des agents : ce sont eux qui décident d'investir dans le pétrole ou dans les biotechnologies, d'affecter leur épargne à une nouvelle voiture ou d'acheter un plan d'épargne, d'ouvrir une succursale ou de fermer une division, de s'instruire davantage, de vendre des diplômes courts ou d'ouvrir une garderie. Cependant, comme la « rentabilité » éventuelle (ou le coût réel) de tous ces comportements et de toutes ces décisions est déterminée par les incitations fiscales qui les prennent directement pour objet ou par des « variables » (intérêt, taux de change, taux de chômage, etc.) qui elles-mêmes dépendent en partie de l'action gouvernementale, ce qui se présente comme « fonctionnement du marché » est en fait une simulation en temps réel de ce dernier; le simili-capitalisme qui en résulte est au capitalisme de Marx ce que le pré-fini est au bois : une apparence dont l'épaisseur, la confusion et la complexité propre s'accroît à chaque fois qu'un nouveau « programme » destiné à rentabiliser telle ou telle catégorie de décisions vient s'ajouter au programme général qui tient l'apparence en place sur son support de papier ⁷.

⁶ Pour une présentation saisissante des conséquences de ce développement voir Michel Freitag, *Dialectique et société*, Montréal, Éditions St-Martin, 1986, « Introduction générale » (cette référence est une anticipation rationnelle) ; du même auteur, « Transformation de la société et mutation de la culture, I et II », *Conjoncture et Politique*, no 2 et 3, automne 1982 et printemps 1983, Montréal, pp. 61-85 et pp. 139-173.

⁷ On passe alors à l'ère de l'anticipation généralisée ; comme le gouvernement a des objectifs et les poursuit rationnellement, les agents pourront à leur tour former des « attentes rationnelles » sur les variables que contrôle le gouvernement ; ainsi, toutes les variables qui président à toutes les décisions s'anticiperont les unes les autres et l'avenir finira par former l'environnement réel, la contrainte extérieure objective, le milieu, bref, du « système décisionnel ». Sur l'histoire de ce passage, remarquons que l'articulation de l'État keynésien au Welfare State a pris dans certains cas une tournure beaucoup plus compacte que celle qui est évoquée ici en deux phases bien distinctes : le cas de l'État du Québec où la modernisation a lieu sur tous les modes à la fois en est une illustration limite. Mais il s'agit justement d'une modernisation, c'est-à-dire d'un développement orienté dès le début par les résultats obtenus ailleurs au terme de l'articulation des deux phases. Dans le cas des États-Unis, l'interventionnisme d'état s'épuise jusqu'à la crise à lutter contre les conséquences du développement capitaliste selon les formes « archaïques » d'une protection active accordée à la liberté d'entreprendre. Comme dans le pays des « opportunités » on n'arrive pas à croire aux méfaits de la libre entreprise, on impute aux *combinaisons*, aux trusts et aux monopoles la responsabilité de la misère des villes et on se convainc qu'elle a son origine dans les pratiques qui réduisent la concurrence. Ce sont donc les entreprises géantes, visées par le militantisme antitrust, qui vont prétendre se charger directement de la sécurité sociale (en faisant quelques exemples dans des

L'État commercial ouvert

[Retour à la table des matières](#)

Balancer l'économie dans son ensemble est une grande idée si on obtient de cette manière un surcroît de richesses à orienter vers la sécurité sociale, et si, de l'autre côté, c'est justement la sécurité sociale qui se révèle être le moyen par excellence d'obtenir le surcroît-, après la magie de la moyenne, la magie du multiplicateur promettait en somme de reconverter la sécurité sociale à ses antiques vertus et notamment à l'autofinancement. Mais la pratique keynésienne va elle-même être multipliée au-delà de toute espérance pour se trouver finalement entraînée dans une dynamique dont les variables étaient irrémédiablement exogènes à la statique du modèle. Keynes, avait averti Schumpeter, raisonne sur un stock de capital physique constant et examine les conditions de sa plus ou moins grande utilisation ; en régime capitaliste, on ne fait pas mieux comme emphase sur le court terme. Remarquons de plus qu'il postulait l'économie nationale comme cadre de référence et que si l'argumentation passe par le « secteur extérieur », c'est toujours pour revenir à la première. Lorsqu'après la seconde guerre mondiale la réalité prit sur elle de récuser conjointement les deux postulats, ceux qui se trouvaient confortables sous l'emprise des idées de cet économiste mort n'avaient plus qu'à se laisser porter par la reprise, à faire des prévisions optimistes et à imputer le fait qu'elles se réalisaient à la théorie dont ils les déduisaient. C'était une belle époque pour la science économique qui comptait alors une bonne douzaine de théorèmes majeurs, chacun recevant les suffrages d'au moins les deux tiers de la profession ; une majorité impressionnante même pour des problèmes de cette importance.

Un des théorèmes en question, le théorème de Ricardo-Heckscher-Ohlin-Samuelson, portait sur le commerce international ; il atteignit sa perfection propre en 1947-48, c'est-à-dire, par un drôle de hasard, au moment où se signaient les accords du GATT⁸. Dans sa forme la plus générale, le théorème

company towns), comme pour éteindre le motif de l'attention malveillante dont elles étaient l'objet. Lorsqu'au moment de la crise les plans de pension privés mis en place à cette fin vont montrer, conjointement avec les autres formes de la philanthropie corporative, leur caractère de façade, l'État fédéral va passer, en une dizaine d'années, du domaine des interventions ad hoc à celui des assurances pour finir par la gestion du P.N.B., comprimant ainsi en ce qu'on appelle les deux phases du New Deal, le passage au Welfare State et sa réinterprétation keynésienne.

⁸ Voir à ce sujet Thomas Baloch, *The Irrelevance of Conventional Economics*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1982, chapitre 9. Voici l'appréciation que fait Lord Baloch de ce secteur de la science économique : « In no field of economics has conventional thinking so tight a grip both on Academe and on policy-making as in international trade. In no field self-serving power and prejudice pretended so successfully to strive only for

ne comportait pas plus que cinq ou six assomptions irréalistes et indiquait que dans le cas d'une libéralisation complète des échanges entre deux pays les inégalités tendraient à disparaître à mesure que seraient encaissés les gains tirés de la spécialisation de chaque pays sur la base de ses avantages comparés (ou de ses moindres désavantages comparés). Samuelson, pour un, tenait ce théorème pour l'une des plus grandes vérités non évidentes sorties des sciences sociales et n'hésitait pas à l'évoquer pour faire comprendre à Nobert Wiener que les sciences sociales arrivaient parfois à des conclusions très semblables à celles auxquelles arrivaient les sciences physiques.

Jamais vérité ne fut plus à propos. Lorsqu'en 1945 les alliés firent le bilan de deux guerres mondiales sorties des problèmes que les grands centres du développement capitaliste avaient éprouvés pour ce qui est de partager le monde périphérique, ils résolurent de proférer un solennel « plus jamais » et de faire en sorte que de ce côté-ci de Yalta la formation d'empires économiques à blindage politico-militaire soit rendue impraticable. Par l'abolition des tarifs et des autres pratiques restrictives en matière de commerce international, on entendait revenir sérieusement au « laissez-faire, laissez-passer », quitte à transformer ainsi le bloc de l'ouest en un seul gigantesque empire de la liberté (commerciale, entre autres) dressé contre celui des ténèbres. La libéralisation, tendanciellement complète, des échanges allait obliger chaque pays, dorénavant soumis à la concurrence de tous les autres, à se spécialiser dans le domaine de ses avantages ; et pendant que la croissance réelle cueillie à la mamelle de cette spécialisation financerait des sociétés plus justes, le monde « polysegmentaire simplement composé » qui était au départ de ces ententes se transformerait en un univers de solidarité organique : à la fin, chaque pays dépendrait de tous les autres au plan de la production et aucun ne pourrait vouloir son bien contre le bien de tout. Il s'agissait donc alors de mettre le commerce à contribution pour créer l'infrastructure matérielle « universelle » où prendrait un jour racine la conscience d'un destin commun.

Composée, évidemment, à d'autres facteurs (coûts du transport, développement des multinationales, etc.), cette volonté politique eut des résultats assez nets. Pour les apprécier, il est à propos de recourir ici à un indicateur simple et facilement interprétable mais qui ne risque pas de surestimer ce qu'il vise à estimer : si nous prenons, pour un pays donné, la somme (exprimée en monnaie nationale) de ses exportations et de ses importations de marchandises et si nous la divisons par deux (ramenant ainsi à une base nationale annuelle l'équilibre global de ces quantités), nous obtiendrons, en divisant ce montant par la valeur du produit national brut, un coefficient variant en gros de 0 à 1 et exprimant en quelque sorte la longueur du détour de la consommation nationale par le secteur extérieur ; un pays qui exporterait tout ce qu'il produit et qui importerait tout ce qu'il consomme et investit aurait un détour de longueur 1 (si le PNB est égal au PIB). Ne tenant pas compte du commerce des services et de l'exportation de capitaux, les exemples qui suivent restent

the equal growth of all, as in that on international economic relations. In no field of economics has dissent from the dogmas handed down with increasing refinement from one generation of professional economists to another been more violently persecuted » (p. 183). Il ajoute alors cette note : « F. List, the author of *Das Nationale System der Politischen Oekonomie*, (Gotha, 1841), which demonstrated the evil impact on the weaker partner in any trading exchange, was imprisoned for criticizing the « orthodox » views of his country's bureaucracy ».

donc certainement en deça de la réalité : en 1953, le Canada avait un coefficient de .179, la France de .093, les États-Unis de .032 et la Belgique de .266. Si ces pays avaient alors importé et exporté pour des montants égaux, cela reviendrait à dire, par exemple, qu'environ 18 % du PNB Canadien était destiné à l'étranger pendant que 18 % de sa consommation et de ses biens d'investissement étaient acquis à l'étranger. Et ainsi de suite. Si à ces pays nous ajoutons les 13 autres pays de l'OCDE, et si nous faisons la moyenne de leurs coefficients calculés de la même manière, nous trouvons qu'elle s'établit à .179, les données de base variant de .032 à .355 (voir l'Annexe 1). Repris pour 1973, le même calcul nous donne .204 pour le Canada, .148 pour la France, .053 pour les États-Unis, .431 pour la Belgique et .210 pour la moyenne des dix-sept pays retenus ici. Dans presque tous les cas, la « production pour le marché » s'est accrue régulièrement à chaque année et l'augmentation moyenne des indices de 1973 sur ceux de 1953 est de 22.1 %. Ce qu'il est important de remarquer ici, mais cela va de soi, c'est que cette estimation conservatrice et grossière de l'allongement du détour par l'extérieur concerne la structure économique des pays concernés : en 1973 le pays « moyen » (disons l'Autriche) est plus intégré au marché mondial (et moins intégré sur lui-même), ceci étant établi sans égard à la question de savoir s'il produit plus ou moins qu'en 1953, si les taux de change ont varié dans un sens ou dans l'autre, etc., puisque le coefficient est calculé en monnaie nationale courante.

La libéralisation des échanges n'a donc pas été un vain mot d'ordre, tout le monde ayant déjà amplement eu l'occasion de s'en rendre compte. Sous réserve d'y revenir tout à l'heure, réfléchissons sur ce qu'elle a impliqué. D'abord, l'abolition (même virtuelle) des protections tarifaires signifie que les pays qui consentent à cette mesure exposent leurs secteurs en déclin à une concurrence accrue et s'exposent de ce fait à l'action pédagogique de la destruction créatrice : « temporairement », des emplois seront perdus et des équipements dévalués. De plus, il peut arriver que les secteurs atteints (ou entravés) aient une importance stratégique du point de vue de l'autonomie du pays (armements, transport, etc.) ou du point de vue de sa structure industrielle (acier, haute technologie, etc.) ; les secteurs en question peuvent aussi se trouver dans des régions périphériques qui en dépendent exclusivement pour leur survie ; finalement et plus généralement, l'ampleur de la désorganisation induite « temporairement » peut rendre politiquement impraticable la solution consistant à « laisser-faire » et à renvoyer dos-à-dos les chômeurs et les entrepreneurs en les rassurant à l'anglaise : « *things must get worse before they get better* ». Le GATT (et les accords de ce genre) a donc imposé à ses participants (et tendanciellement à tout le monde) l'obligation d'adopter en fait ou en droit une « politique industrielle ». Pour temporiser, justement, on se porte alors à la rescousse des victimes et on invente pour ce faire une impressionnante batterie de moyens non tarifaires : pour sauver des emplois, des régions ou des branches stratégiques (ou pour les laisser aller graduellement), les gouvernements subventionnent, rééquipent, fournissent de la technique ou de la recherche, renoncent à des droits sur des ressources naturelles ou à des impôts, achètent préférentiellement, financent des fusions, prêtent sans intérêt, tamisent... *and what not* ! De l'autre côté et pour compenser les fermetures prévisibles, les gouvernements incitent et stimulent tout ce qui bouge à se précipiter dans le monde par les créneaux qui restent ouverts et offrent à leurs facteurs nationaux des avantages incomparables pour les attirer dans des domaines où les techniciens s'imaginent avoir repéré des avantages

comparés. Les « programmes » fument dans tous les sens. Dans les pays où l'on vient justement de se mettre à la tâche de balancer l'économie comme un tout, c'est le Klondike du balancement : de l'industrie de la corde de lieuse jusqu'à la sidérurgie en passant par le capital humain, tous les secteurs sont en lice pour des interventions et chacun, auréolé de son multiplicateur, promet l'autofinancement ou du rendement global positif dans deux semaines (les Olympiques) ou dans cinq ans (les logiciels scolaires) : tout est sécurité sociale.

Pendant ce temps, les agents particuliers s'enfoncent dans le particulier ; détenteurs de droits sociaux maintenant étalonnés à l'O.N.U. et reconnus localement pour autant qu'ils sont rentabilisables par le jeu de la demande globale, ils tombent les uns après les autres dans le réticule des programmes : on peut être fonctionnaire de l'État dans un État qui s'est proclamé « secteur moteur » ou entrepreneur que l'on nourrit à la petite cuillère pour qu'il s'élançe vers les marchés exotiques ; étudiant attiré vers un secteur prometteur ou prolétaire dont on tolère l'existence salariée jusqu'à la pré-retraite avant de fermer sa région. Vous pouvez vous trouver dans un pays qui jouit de la clause de faveur commerciale U.S., dans une région « désignée », dans une industrie en restructuration, dans une firme subventionnée et avoir le bonheur de faire des dépenses déductibles d'impôt pour fin d'incitation : cinq programmes qui se rencontrent sur votre même modeste personne. Vous pouvez avoir subi votre accident avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, ne pas avoir eu votre emploi assez longtemps et être trop jeune pour le projet pilote de recyclage : trois autres programmes qui vous excluent conjointement. Toutes les « conditions sociales » deviennent cumulatives, arbitraires du point de vue des agents qui s'en trouvent hiérarchisés au petit bonheur de « leurs » particularités.

Multiplié par le théorème de Ricardo et par la restructuration industrielle du monde capitaliste dans son ensemble, l'État keynésien fait du feu, pour ainsi dire, des quatre fers. Parti pour célébrer la victoire de la consommation sur la production dans la course de l'abondance, la gestion de la demande globale ne dispose d'aucun principe pour allouer l'or, l'argent et le bronze entre les agents. Comme les interventions se multiplient au nom des droits des individus ou des responsabilités de l'État envers l'économie nationale, des associations se forment, conjoncturelles, sectorielles et abstraites, afin de mettre en valeur les droits de telle ou telle catégorie socio-statistique et de faire pression sur l'État pour qu'il les reconnaisse : comme celui-ci est abordé de la même manière de tous les côtés et qu'il est chroniquement débordé, c'est souvent la cote d'écoute de chacun de ces droits qui lui donne son poids dans les rapports de force et son rang dans la liste des priorités : voilà un système où chacun reçoit proportionnellement à sa capacité présumée de déstabiliser le système. Les médias deviennent ainsi un espace de simulation où la grosseur des problèmes que représentent les porte-parole est estimée au nombre de réactions d'intervenants qu'entraîne l'évocation du problème.

Le peuple n'existe plus, les ouvriers non plus⁹ ; quant aux classes populaires et aux classes moyennes, elles sont si nombreuses à être populaires et

⁹ Voir Michel Lalonde, « Groupes populaires et effritement des identités culturelles », *Conjonctures et politique*, No 6, printemps 1985, pp. 59-73.

moyennes chacune à leur manière que l'échelle des revenus, libellé en tranches de mille dollars, ne suffirait pas à les nommer toutes. Tous les groupes qui s'identifiaient naguère par une vie matérielle commune, par des luttes semblables ou par un idéal partagé se sont effrités à mesure que leur niveau de vie s'élevait différenciellement au fil des programmes et qu'une hiérarchie continue de modes de vie s'établissait entre celui des grands d'hier et celui des riens d'aujourd'hui. Une bonne partie des occupants de la pyramide sociale ont leur « cycle vital » garanti par convention, par droits acquis, par la loi ou par l'effet d'entraînement de ces méthodes exemplaires. Il est donc entendu que chacun partira de son échelon de départ propre (fonction de son capital social de privilèges ou de son capital humain d'héritages culturels) et qu'il se rendra, si tout va bien, à l'échelon oméga de la catégorie à laquelle il appartient ; la vie est une carrière, c'est-à-dire la conversion du temps en une trajectoire sociale, et la seule norme générale régissant le mouvement d'ensemble est la norme d'ascension annuelle ; comme l'inquiétude concernant cette ascension s'alimente de la variation des quantités dans un monde où règne la quantité, il n'y a que l'augmentation de la quantité pour l'apaiser ; la démocratisation de la mobilité sociale se résout ainsi en inflation sociétale pendant que la croissance réelle de la richesse des nations est absorbée à mesure par l'élévation différentielle du niveau du nécessaire : chaque micro-catégorie socio-économique a sa définition propre du strict nécessaire et on peut même abandonner à des fronts communs de travailleurs le soin de déterminer les écarts qui doivent les séparer ¹⁰.

Il n'est pas nécessaire de retourner cette situation de tous les côtés pour comprendre que tous les destins personnels sont influencés par des décisions et que ces dernières à leur tour sont conditionnées par les rapports de force des groupes dont les intérêts sont mis en jeu ; il y a là un schéma de propagation. Les particuliers dans cette affaire, n'arrivent plus à comprendre leur sort autrement que dans le réticule des programmes qui les concernent et, par définition, plus les décisions, les programmes et les manipulations fiscales incitatrices leur sont favorables, plus ils sont obligés de voir le système pour ce qu'il est objectivement et d'y prendre place activement. Comme c'est l'État qui est supposé être le centre de cet univers de décisions en même temps que son contenant, c'est vers lui que se portent dorénavant toutes les demandes « éclairées », toutes les aspirations légitimes et, comme disent ceux qui n'ont rien à demander parce qu'ils ont tout, tous les appétits débridés.

Devant une telle inflation de la demande insolvable, l'État tombe en déficit de capacités ; comme les « décideurs » politiques ne peuvent opposer nulle Raison transcendante à l'ensemble des secteurs, ils se laissent définir par la demande mais s'associent à tous les centres de décisions privées pour y représenter les contraintes de la logique d'ensemble. Concertation, régies, conseils, bureaux, sommets, commissions, partout ils cherchent à pomper la force des intervenants du milieu pour l'infléchir dans le bon sens au moyen de celle de leurs partenaires : pas une ville du Nord ne se ferme et pas une raffinerie n'est tenue ouverte sans que cela n'ait été négocié entre les représentants de trois compagnies, de deux syndicats et ceux d'autant de ministères. Dans toutes ces

¹⁰ Il y a au Canada cinq seuils de pauvreté en concurrence, chacun pouvant comporter une vingtaine de niveaux (selon la région, la ville, la composition de la famille, l'indice des prix, etc.), le record étant soixante.

tentatives de boucler les secteurs sur eux-mêmes, cependant, ceux qui se prennent pour les représentants des intérêts de l'ensemble sont des demandeurs comme les autres et leur importance, comme celle des autres, dépend de la quantité de ressource qu'ils sont capables de « mobiliser » dans le sens de leur demande. Ils sont donc absorbés hors de l'État dans le mouvement même où ils prétendent intégrer dans l'État les forces qui lui font défaut. Les gouvernements cessent alors d'avoir la faculté de diriger quoi que ce soit et tous leurs « gestes » tombent au rang de variables parmi d'autres dans un système de concurrence sociétale stabilisé par des décisions locales d'adaptation. Ce système devient à lui-même sa propre loi ; son orientation générale est un résultat factuel qui nulle part n'est anticipé, visé ou réfléchi ¹¹.

Parallèlement à ces développements, le front international est le théâtre d'accélération dramatiques. Les incitations gouvernementales à l'exportation qui dans tous les pays sont rendues obligatoires par la perte des secteurs détruits par la concurrence mondiale récoltent les résultats qu'elles méritent. De 1973 à 1983 le détour de l'activité économique par le secteur extérieur s'allonge d'une manière spectaculaire : le coefficient du Canada passe de .204 à .222, celui de la France de .148 à .195, celui des États-Unis de .053 à .069 et celui de la Belgique, qui est devenue un immense entrepôt de transbordement, de .481 à .652. Le coefficient moyen pour les dix-sept pays considérés plus tôt passe de .210 à .258, les coefficients de 1983 étant en moyenne de 24 % supérieurs à ceux de 1973. Cela signifie aussi que la croissance annuelle moyenne de la longueur du détour par le secteur extérieur est plus que deux fois plus élevée durant la période de 1973-1983 que durant la période 1953-1973. La caractéristique majeure de la politique économique de cette période est l'oubli radical des préoccupations et des obsessions de la période antérieure : foie de l'intégration économique nationale et foie de la cohérence industrielle. Leontiev se promène avec son tableau d'une capitale à l'autre mais on se contente de le remercier poliment : ici nous exportons, *no matter what*. Progressivement, la rationalité de l'État commercial ouvert devient explicite : du moment qu'on laisse tomber les secteurs mous, il faut financer la consommation de ce qu'on ne produit plus par plus d'exportations et les intrants de la production que l'on se propose de déverser sur le marché mondial viennent eux-mêmes de plus en plus de l'extérieur. Un beau matin cette spirale trouve son idéologie et avec elle la solution à tous les dilemmes de rationalité et de légitimité nationaux. Une ère nouvelle commence et tout le monde chante en chœur ces paroles pleines d'espoir qui sont déjà écrites dans les statistiques nationales : « Pour boire il faut vendre, pour boire il faut vendre ». Tous les pays se prennent maintenant pour Gênes, Amsterdam ou Londres, c'est-à-dire pour le centre d'un immense empire commercial ; le seul malheur, évidemment, c'est qu'il y a 160 pays et que cet empressement à prendre son trou sur le marché mondial qui se fait passer pour la promesse d'un nouveau bond en avant de la « croissance réelle » n'est qu'adaptation servile aux contraintes que sont tous ces empires les uns pour les autres.

Dorénavant l'économie nationale est pensée comme celle de Gagnonville : pour consommer des boulettes de viande il faut vendre des boulettes de fer et

¹¹ Sur la question de l'État technocratique et de son « ingouvernabilité » propre, voir « Gérard Bergeron et la théorie de l'État », *Recherches sociographiques*, vol. XXVI, no 1, 1985, pp. 233-263.

vice versa. Plus question de considérer l'économie nationale comme une totalité produisant sur elle-même, comme au temps où on se donnait à prix d'or une sidérurgie locale pour le plaisir d'occuper toute la gamme et d'intégrer le secondaire au primaire ; l'indépendance nationale coûte trop cher et est « inefficace » à l'échelle du monde. Le consommateur a gagné la guerre et c'est à ses « choix » que l'ordre économique est dorénavant suspendu.

C'est l'heure des virages *high tech* et des réconciliations nationales en vue de la guerre des exportations. Partout l'illusion se propage que « nous allons nous en sortir » (alors qu'il est exclu que tous aient raison : en fait, tous ont tort) et tous les problèmes intérieurs prennent leur juste place dans cette nouvelle conscience de la présence du monde. La première chose qu'elle fournit, c'est une rationalité supérieure permettant de restructurer l'interventionnisme de l'État keynésien. L'État commercial ouvert va faire de l'application politique des « lois » et des nécessités du marché son pain quotidien et va se trouver de ce fait en position de discriminer rationnellement parmi les demandes et les pressions internes qui s'appliquent à lui. Productivité, compétitivité : les vieilles lois de la nature du temps de Manchester sont devenues mouvement social et programme politique. L'éther où baigne le monde social change de densité et tout est réinterprété. Le moindre exportateur de fumée en poudre se présente sur la place publique et y tient un discours d'une froide logique : le coût des programmes sociaux, réintroduits dans l'économie par la taxation, réapparaît dans le coût de mes facteurs, dit-il, et diminue ma compétitivité vis-à-vis de la Corée. Et tout le monde s'émeut s'il parle de 150 emplois perdus parce que notre « système social » n'est pas concurrentiel avec celui de Hong Kong. Et c'est la triste vérité : le déneigement des rues l'hiver, l'action positive, la protection de la jeunesse, l'alimentation à haute teneur en protéines animales, le chauffage domestique, l'assurance-santé, tout est dans nos coûts du moment que l'on s'engage dans une guerre d'exportation contre des pays qui effectuent leur transition au capitalisme et à l'industrie et qui se trouvent en conséquence en pleine phase d'exploitation intensive de leur colonie féodale résiduelle, Et cela nous retourne 150 ans en arrière. La même logique s'exporte ensuite (tout s'exporte) aux rapports des pays développés entre eux ; étant les uns pour les autres des marchés très intéressants, ils entrent fatalement dans une concurrence « sociétale » dont l'objet est de déterminer qui régressera le plus rapidement en direction de Manchester. Si les Français ont le malheur de prendre une semaine de vacances de plus que les autres parce qu'ils ont trop de chômage, ils sont dûs pour travailler à rabais le reste de l'année. Tout ceci, est-il besoin de le mentionner, est un renversement brutal de la situation où l'on s'imaginait que la consommation collective et la sécurité sociale étaient la voie du paradis. Comme dans chaque pays c'est l'efficacité globale du système social qui est en jeu, ce sont les modes de vie qui sont dans la balance.

Pour boire il faut vendre ; la situation n'est pas nouvelle mais il est nouveau qu'elle se présente sous une forme purement négative, c'est-à-dire comme anticipation de ce qui arrivera aux pays qui ne feront pas ce que tous les autres feront, quelle que soit la valeur propre de la stratégie en question. Le problème est simple : il y a maintenant trop de biens qui parcourent la planète à la recherche d'une demande et seuls les pays qui sauront en offrir encore davantage auront accès à ce marché et, en conséquence, à des revenus propres à assurer leur consommation. Et puisque, par définition, un tel système produit

du chômage et de la désindustrialisation proportionnellement à son efficacité globale, c'est du chômage et de la désindustrialisation que devront se partager les retardataires. Le problème n'est donc plus de réussir à consommer l'abondance nationale mais de faire partie des pays qui produisent la surabondance mondiale, c'est-à-dire de ceux qui mettent les autres en chômage et envoient leurs machines à la casse. Le rôle des gouvernements dans cette affaire est assez simple : il doit prendre les moyens d'assurer le meilleur branchement possible de l'économie nationale au marché mondial, de réduire par cette intégration l'autonomie de la première et d'accélérer, au total, l'effritement de la communauté politique et du sentiment communautaire qui l'a présument poussé dans cette voie. On assume comme une donnée de fait que ce n'est plus le commerce international qui se déploie entre les communautés politiques nationales mais l'action politique nationale qui a lieu au sein du marché mondial. La formule de l'État commercial ouvert tient donc elle aussi dans un dé : ouverture maximum à l'extérieur, flexibilité adaptative maximum à l'intérieur. Dans cette entreprise, l'État commercial ouvert a à sa disposition toute la batterie des interventions keynésiennes à réinterpréter comme moyens d'un nouveau but : aider ce qui marche et laisser tomber ce qui tombe ¹².

Les jeux sur la monnaie et sur le taux d'intérêt, la fiscalité et les transferts lui deviennent autant de moyens de veiller à la croissance du secteur exportateur et fonctionnent en conséquence comme autant de « taux de change » sociologiques pour pomper des ressources vers tout ce qui a une chance de devenir plus ou moins « multinational » : celui-ci a-t-il un contrat à l'étranger qui l'oblige à faire voyager son personnel ? L'État se chargera des frais de voyage en renonçant à l'impôt sur le revenu de ce personnel ; cet autre soumissionne-t-il sur une grosse affaire ? L'État se jette sur son client et lui offre de couvrir ses frais d'intérêt ; un autre encore a-t-il entre les mains un contrat de fabrication qui a le défaut de ne pas lui laisser de profits ? L'État calcule la part de cet incrément au PNB qui lui reviendra par la taxation et la transfère à l'entreprise. Et pendant que la procédure se développe et se raffine, les secteurs mous et les classes molles qui vont avec eux continuent de couvrir les frais généraux de fonctionnement du « système social » et se ramollissent en conséquence à toute vitesse. Par l'intermédiaire de l'État commercial ouvert, le capitalisme trouve donc dans son sein sa propre colonie intérieure et pompe vers la catégorie socio-économique qui patrouille la planète en *attaché-case* l'illusion d'un rendement gigantesque. Lorsque sous l'empire de cette illusion on se retourne vers les archaïsmes intérieurs, on croirait que c'est le bon sens lui-même qui commande de les « laisser choir, laisser crever » et d'exhorter à la flexibilité ou à la reconversion ce petit monde de PME qui est resté braqué sur l'idée d'approvisionner le marché local en sucreries. Dans le même mouvement toute la sécurité sociale keynésienne passe au crible, le marché mondial devenant le tribunal des programmes sociaux.

Soudainement, une nouvelle légalité s'abat comme une chape de plomb sur l'inflation sociologique : la légalité des faits. Soumis un à un à la question de

¹² Voilà cinq ans que les Américains cherchent une méthode pour faire cela scientifiquement ; ils appellent cela la recherche d'une politique industrielle. Ceux qui participent à cette recherche fonctionnent bien souvent conformément au slogan de Naisbitt : « Trends, like horses, are easier to ride in the direction they are already going ». Est-ce le comble de l'intelligence humaine ? Chercher à faire avec application ce qui se ferait de toute manière si on ne faisait rien ?

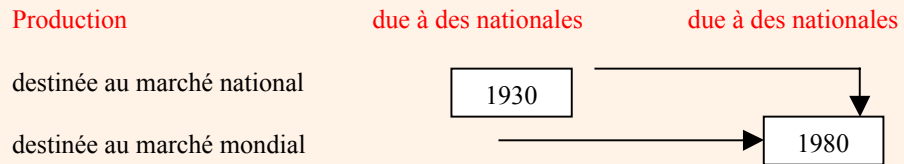
leur productivité et de leur compétitivité, les secteurs baissent le ton et s'agitent davantage : même les « chercheurs » cherchent plus fort ; les uns trouvent de nouvelles technologies et les autres trouvent qu'il faut en trouver.

En fait, de quelle sorte de restructuration est-il question ici ? On présume habituellement, conformément à l'idée ricardienne, que la libéralisation des échanges entraîne la spécialisation des partenaires du nouveau marché global en direction de « leurs » avantages comparés. (On impute en général ces avantages à la structure d'offre des pays et, ultimement, à leurs ressources naturelles.) On suppose ensuite que cette spécialisation, qui implique à moyen terme la réallocation des facteurs entre les différents secteurs touchés par la libéralisation, entraîne à son tour un accroissement de productivité pouvant être partagé entre les partenaires selon des proportions définies par la situation d'ensemble. On se rappelle l'exemple de Ricardo concernant le commerce du vin du Portugal et des lainages anglais, exemple qui suppose que les gains éventuels de l'échange retomberaient forcément dans l'un ou l'autre (ou les deux) pays concernés puisqu'ils sont les agents de ce commerce et que leurs avantages leur appartiennent vraiment. Or, cela est une condition entre autres et une condition *sine qua non* : si c'est un commerçant hollandais, disons, qui s'empare de ce commerce, il pourra, en vendant en Angleterre le vin portugais juste un peu moins cher que le vin anglais et en faisant de même avec le lainage anglais au Portugal, pousser les uns et les autres vers leur spécialité respective tout en drainant vers la Hollande, pendant un certain temps, la majeure partie des gains. Si la concurrence commerciale se développe, les marchands devront évidemment, pour se partager les bénéfices de l'affaire, en retourner une part toujours plus grande aux producteurs anglais et portugais. À la fin, nous serons revenus à la situation ricardienne mais le commerce hollandais aura prospéré dans l'intervalle et sa capacité de faire des comparaisons se sera accrue de ce fait. Lorsque l'on parle d'une libéralisation, bref, on parle d'un changement *dans* le temps et on ne peut pas supposer qu'il suffit de dire : « soit une libéralisation » pour que l'instant d'après la concurrence pure et parfaite règne sur le nouveau marché. De plus, et c'est là le point important, la théorie des avantages comparés suppose une capacité réelle de faire *des comparaisons*, capacité qui vaudra à ses détenteurs une part des bénéfices proportionnelle au degré de dépendance des avantages comparés vis-à-vis d'elle. Qui sait, par exemple, si du travail beauceron, appliqué à de la machinerie polonaise achetée par des Américains n'aurait pas, grâce à du design suédois et des subventions canadiennes, un avantage absolu sur le marché allemand des meubles de jardin en aluminium (québécois) ? Qui, dans ce genre d'affaire, peut dire qu'il détient des avantages ? En fait, dans de telles combinaisons, il y a une détermination absolue des avantages locaux par la capacité de combiner les facteurs à l'échelle mondiale. Et c'est précisément cette situation que l'État commercial ouvert contribue à généraliser. Les firmes multinationales ne se bornent plus à exploiter passivement des avantages locaux : par leur capacité de voir plus loin et par leur emprise sur l'information, elles exploitent des avantages comparés qui n'existent que du point de vue de la capacité de mettre au point des recettes de production qui jouent sur toutes les dimensions (techniques, légales, géographiques, fiscales, nationales, culturelles, etc.). Les pays qui, par l'intermédiaire de l'État, se restructurent à l'avantage de leur secteur exportateur travaillent ainsi à transférer aux mains du « tertiaire » international la capacité de mettre en exploitation les avantages nationaux.

La révolution industrielle donne l'exemple d'une telle restructuration : lorsqu'on passe d'une situation où 80 % de la main-d'œuvre travaille la terre à une situation où 5 % suffit amplement, on constate que cette immense productivité du travail agricole est déterminée par le secteur qui l'approvisionne en machines, secteur où se réalisent dès lors les bénéfices engendrés par la nouvelle division du travail-, à la limite, lorsqu'on devra subventionner les transactions du secteur agricole avec le secteur industriel pour maintenir les prix bas, on pourra croire que l'agriculture est devenue « improductive ». La même chose se passe maintenant avec le tertiaire ; il est certain cependant que tant que l'on conçoit le tertiaire comme production de services finaux et comme consommation collective, on trouve que c'est l'industrie qui supporte ce secteur improductif, exactement comme on croyait jadis que l'industrie ne faisait que changer la forme de la valeur produite par la terre. Mais, pour peu que l'on se tourne vers cette capacité de mettre au point des recettes de production toujours plus efficaces et de combiner les ressources, les modes, l'information, les capitaux, le travail, les brevets, les subventions et les taux de change à l'échelle supranationale, on découvre alors un tertiaire dont la croissance s'alimente de l'efficacité industrielle qu'il conditionne, un tertiaire transversal par rapport aux économies nationales et qui, mobile par rapport à elles, condense dans une « fonction d'entreprise » émancipée des tutelles politiques la maîtrise des conditions de la production. Les firmes multinationales, comme on le sait, en plus d'exister dans les différents espaces nationaux de leurs filiales (où elles apparaissent alors comme autant d'entreprises comme les autres), existent dans une dimension qui est propre aux multinationales, la dimension organisationnelle : leur système de coordination central est une sorte de *no state's land qui* fonctionne à la comparaison et à la décision, système dont le rôle est de gérer dans « l'espace » de l'organisation les migrations de la production saisie par elle de manière à assurer sa reproduction élargie. Non seulement le commerce international des pays développés est-il déjà plus des deux tiers le résultat des achats et des ventes réalisés par des « filiales », mais la part de la production totale due à des filiales dépasse depuis une quinzaine d'années la valeur totale du commerce de marchandises entre ces pays (13).

Note : 13

La production destinée au marché mondial et la production par des filiales destinée au marché national où elles sont implantées sont les deux faces d'un même processus. On peut le représenter de la manière suivante :



Du point de vue de cette tendance générale, la forme de protectionnisme qui consiste à exiger que les multinationales investissent dans les pays dont elles occupent le marché n'est nullement une entrave ou une contre-tendance.

Pendant ce temps, dans tous les pays, on chante (en attendant de danser) l'hymne de l'État commercial ouvert : pour boire il faut vendre et pour vendre il nous faut des multinationales bien de chez nous. Vive l'aide aux multinationales en voie de développement! Les vibrations de l'identité nationale, après s'être transformées en cacophonie à l'occasion du partage de l'abondance, s'harmonisent à nouveau autour d'organisations destinées à en faire disparaître les conditions d'indépendance : des multinationales pour tout le monde ! Pour ce qui est des pas qui vont sur ces paroles, les dirigeants des pays du tiers monde qui ont entassé leur paysannerie dans les bidonvilles afin de faire de la place à quelque monoculture d'exportation ne demandent pas mieux que de les enseigner aux habitants des pays qui, sous ce rapport, retardent sur la tendance du siècle. À mesure que s'allonge le détour de la subsistance locale par le marché mondial, la sensibilité de nos exportateurs aux variations des termes de l'échange s'accroît en proportion : un beau jour, la valeur de leurs lingots, de leurs « chips » ou de leur café est divisée par deux sur le marché parce qu'un pays du bout du monde vient de sortir de la féodalité sous la férule de multinationales qui étaient pourtant bien de chez eux. Il leur reste alors à puiser davantage, si c'est possible, dans le puits de leurs avantages comparés et à doubler l'output du *staple* touché pour rester à flot en attendant de faire preuve d'encore un peu de flexibilité adaptative. La paix sociale règne enfin. Mais comme il reste une bonne centaine de pays à industrialiser et que les investissements (américains, par exemple) dans le secteur manufacturier s'amortissent sur cinq ans, ce n'est pas demain la veille du jour où les migrations industrielles vont diminuer de vitesse ; et pendant que des outils venant de pays où l'on travaille trente-cinq heures par semaine seront greffés au corps de gens obligés d'en travailler soixante-dix pour financer le service qu'on leur rend, les pays développés se diviseront à l'intérieur conformément à la restructuration du capitalisme : d'un côté un prolétariat mondial de la malette, de la science, du commerce, de l'intermédiation financière et du transfert de technologie et de l'autre, divers lumpens nationaux en chômage chronique

dans le pire des cas, accrochés à la mamelle de l'État dans l'espoir de recevoir une petite partie du salaire des premiers sous la forme d'un travail « improductif », dans le meilleur.

Laissé à lui-même, chacun des pays développé est riche, si riche même que l'idée de stimuler la consommation pour l'être davantage a pu régner sur le monde comme une fascination pendant une trentaine d'années. Mais une fois que l'abondance a érodé les motivations formées à la guerre et à la crise et que pour régler le problème du partage qui en résulte, ces pays se dressent les uns contre les autres dans le cadre d'une brillante stratégie d'invasion réciproque, ils découvrent qu'ils n'ont pas assez de ressources à consacrer à l'expédition et que celles qu'on y engloutit sont absorbées aux trois quarts par ceux qui organisent l'expédition.

Pour obtenir plus de secondaire national, il faut favoriser le tertiaire mondial ; pour développer le secteur extérieur, il faut comprimer la colonie intérieure, et pour financer la prospérité de l'avenir il faut économiser au détriment de la misère retardataire. Courtisées de tous les côtés par des politiciens aux abois, les multinationales comparent les avances qui leur sont faites et règnent tranquilles sur une scène mondiale dont le capital fait tourner l'État redistributeur à son avantage. Caractérisée par l'assujettissement total de la gestion politique de l'économie mondiale aux « impératifs » de la concurrence mondiale, cette phase de l'émancipation du capital a ceci de particulier que, d'un côté, les impératifs sont objectivés dans des organisations qui les rendent effectifs, alors que de l'autre, l'adaptation aux impératifs devient la légitimation en dernière instance d'interventions étatiques qui favorisent ces organisations. Les décisions qui alimentent le processus peuvent s'appuyer sur leurs propres conséquences lorsqu'elles se présentent comme purement techniques et qu'elles rendent caduques toute volonté politique après avoir soulagé l'État national de ses luttes intestines autour des finalités.

Gilles Gagné

Annexe

[Retour à la table des matières](#)

Tableau I

[(export + import) / 2] / PNB et variations en %, par pays, par période *

	1937	1953	%	1973	%	1983	%
Allemagne		.127		.176	38,6	.246	39,8
Australie (2)	.150	.176	17,3	.123	-30,1	.131	6,5
Autriche		.170		.222	30,6	.261	17,6
Belgique		.266 (1)		.481	42,3	.652	35,6
Canada (2)	.170	.179	5,3	.204	14,0	.222	8,8
Danemark	.220	.249	13,2	.246	-1,2	.296	20,3
Espagne				.105		.156	48,6
États-Unis (2)	.036 (3)	.032	-11,1	.053	65,6	.069	30,2
Finlande		.169		.226	33,7	.272	20,4
France	.074	.093	25,7	.148	59,1	.195 (4)	31,8
Italie	.073	.115	57,5	.163	41,7	-.219	34,4
Japon	.135	.094	-30,4	.091	-3,2	.118	29,7
Norvège	.198	.243	22,7	.285	17,3	.295	3,5
Pays-Bas	.234	.355	51,7	.398	12,1	.486	22,1
R.-U.	.141	.178	26,2	.186	4,5	.210	12,9
Suède	.171	.199	æ	.221	11,1	.302	36,1
Suisse		.212		.247	16,5	.273	10,5
Moy. de l'indice	.147	.179		.210		.259	
Variation moy. des indices			17,5		22,1		24,0
des variations			25,0		24,6		13,0

* Sources ayant servi à la construction des indices : International Financial Statistics, FMI, Volume X, no 12, décembre 1957, pour 1937 et 1953 : Idem, Annuaire, 1984, pour 1973 et 1983.

1) Avec le Luxembourg

2) Importations FOB

3) Les exportations comprennent l'aide militaire pour 1937.

4) Pour 1982.

Tableau II
Croissance annuelle moyenne du rapport
[(E + I) / 2] / PNB pour l'ensemble des pays de l'OCDE

	% moyen d'augmentation	% moyen d'augmentation par année
1937-1953 (1)	17,5	1,01
1953-1973	22,1	1,10
1973-1983	24,0	2,40

(1) Pour 11 pays (voir tableau précédent)